

## Post Covid et transition énergétique

La crise sanitaire liée à la pandémie Covid-19 a eu des conséquences majeures dans le domaine de l'énergie : baisse importante de la consommation des énergies fossiles en liaison avec le confinement dans les domaines du transport (routier : voitures, aéronautique), de l'industrie, et des locaux commerciaux. Ceci s'est traduit par une baisse significative -remarquable- des émissions de gaz à effet de serre, variable selon les zones et les périodes considérées.

En parallèle, la situation préexistante de surproduction de brut en début d'année, corrigée partiellement par un accord Arabie Saoudite-Russie s'est aggravée, mettant en difficulté -voire en faillite- certains producteurs (dont les producteurs américains de pétrole de schiste), et coupant une bonne partie des investissements dans le domaine exploration-production des compagnies pétrolières. L'absence des investissements nécessaires pour compenser le déclin des champs matures devrait conduire à moyen terme à des hausses de prix du brut -sans qu'il soit nécessaire d'instaurer une taxe carbone ! En tout état de cause, cela met en évidence le manque de résilience d'une partie de l'approvisionnement énergétique des pays consommateurs, particulièrement l'Europe.

Au-delà de ce problème important mais en partie conjoncturel, le retour à une situation économique aussi « normale » que possible implique des interventions majeures des Etats, sous forme d'aides financières massives. Partout dans le monde, mais plus particulièrement en Europe, ces interventions sont conditionnelles : destinées à favoriser une croissance « verte », et à respecter l'accord de Paris : décarboner l'économie pour atteindre la neutralité carbone en 2050 (au plus tard pour certains...).

Dans le domaine de l'énergie, le premier concerné, ceci devra se traduire à moyen terme par l'abandon des énergies fossiles (charbon, pétrole, gaz) -sauf lorsqu'elles peuvent être associées au captage et stockage du CO<sub>2</sub>- et le développement des énergies renouvelables (principalement hydraulique, éolien et photovoltaïque), énergie nucléaire (là où acceptée...) et biomasse. La plupart de ces énergies conduisent au moins à titre intermédiaire à de l'électricité qui devra soit être utilisée directement, soit servir à la synthèse de produits énergétiques de substitution (« e-fuels »), au premier rang desquels l'hydrogène.

C'est donc à une véritable révolution dans le domaine de l'énergie qu'on nous promet pour l'après Covid, révolution qui devrait permettre le retour de la croissance, mais d'une croissance compatible avec les problèmes environnementaux. Pour certains secteurs, l'évolution sera majeure et n'est à ce jour qu'imparfaitement défini (par exemple l'aéronautique, ou le transport maritime lourd), ce que les travaux du Comité Energie des IESF vont chercher à éclairer.

Edouard Freund, président du comité Energie